

Des Russes désertent vers la Turquie pour ne pas « mourir pour Poutine »

Après que le président russe a décrété la mobilisation partielle des réservistes pour faire face à la contre-offensive de l'armée ukrainienne, de nombreux citoyens fuient le pays afin de ne pas être envoyés sur le front.

AntalyaAntalya (Turquie).

En cette fin du mois de septembre, à l'aéroport d'Antalya, ils franchissent souriants la porte des arrivées, poussant leurs bagages ou traînant à leur suite des enfants tantôt fatigués, tantôt surexcités. Les employés des Club Med et des grandes chaînes d'hôtels se précipitent sur les voyageurs qu'ils ont identifiés, leur placent d'autorité un bouquet de fleurs dans les bras et les entraînent vers le parking.

Dans cette joyeuse cohue, certains sortent du lot, de jeunes hommes au regard fuyant et au pas rapide, qui déclinent toute tentative d'approche.

D'autres, bien qu'apparemment équipés pour un séjour sur les plages méditerranéennes de cette Mecque du tourisme turc, semblent pourtant très peu enthousiastes.

C'est le cas d'Oleg, solide gaillard trentenaire tout juste arrivé de l'enclave de Kaliningrad, dont les yeux tristes rougissent lorsqu'il évoque la guerre en Ukraine et l'ordre de mobilisation annoncé le 21 septembre par Vladimir Poutine.

Il avait prévu de longue date ces vacances de dix jours avec sa compagne et un couple d'amis, mais il se demande désormais s'il ne ferait pas bien de prolonger indéfiniment son séjour.

« Je suis terrifié à l'idée de rentrer en Russie pour qu'ils me mettent un fusil dans les mains, et m'envoient tuer ou mourir pour Poutine, pour une guerre qui me révolte, mais je ne vois pas non plus comment je pourrais quitter la Russie, ma famille, mon travail. »

Un dilemme qui est celui de beaucoup de jeunes voyageurs interrogés. Seul Ruslan, Moscovite de 29 ans, se dit prêt, si besoin, à rejoindre les drapeaux « *pour faire son devoir* », même s'il n'approuve la guerre que du bout des lèvres : « *Je suis contre toute guerre d'agression, mais c'est compliqué de démêler les faits, il y a tellement de désinformation...* »



Une plage d'Antalya en août 2022. © Photo Diego Cupolo / NurPhoto via AFP

Depuis l'annonce de la mobilisation, censée ne concerner qu'environ 300 000 personnes ayant déjà une expérience militaire, mais qui semble en réalité s'étendre bien plus largement à la population russe, les billets pour la Turquie s'arrachent à prix d'or, plusieurs milliers d'euros pour un aller simple.

Confrontée à une explosion des demandes, la compagnie aérienne nationale Turkish Airlines a annoncé qu'elle n'entendait pas augmenter le nombre de ses vols.

La Turquie, qui ne demande pas de visas aux citoyennes et citoyens russes, est un des rares pays à continuer à desservir les aéroports de Russie.

Ce sont entre 100 et 150 vols qui arrivent chaque jour en Turquie, dont plus de la moitié à Antalya, région qui accueille traditionnellement chaque été plusieurs millions de vacancières et vacanciers russes.

Depuis le début de la guerre, de nombreux Russes qui ont fait le choix de quitter leur pays se sont installés dans la ville ou ses environs. Ils sont en majorité jeunes, anglophones, et exercent des métiers qui leur permettent de travailler à distance.

Une nouvelle vague d'exilés

Impossible de connaître leur nombre, mais dans la station balnéaire chic de Kas, 60 000 habitant·es, le groupe récemment créé sur la messagerie Telegram « Les Russes de Kas » compte près de 6 000 membres.

Vera y est arrivée le mois dernier. Atablée dans la cour ombragée d'un café, son anxiété, la colère et la honte qu'elle dit éprouver envers ses amis ukrainiens contrastent avec le farniente ambiant.

« *Je suis malheureuse en plein paradis* », se désole cette avocate qui, pour conjurer ses cauchemars réguliers, tente de venir en aide à ceux restés en Turquie qui manifestent ces jours derniers.

« *Je suis en contact avec l'ONG OVD-Info et je fournis par son intermédiaire des conseils légaux aux manifestants et aux personnes détenues* », explique Vera.

Elle travaille également ces derniers jours à fournir des invitations rédigées par des entreprises turques aux hommes souhaitant quitter la Russie pour leur permettre de traverser les contrôles douaniers dans de bonnes conditions : « *L'un d'entre eux vient d'arriver hier, il se remet de la panique qu'il a éprouvée.* »

Les frontières terrestres avec la Géorgie et le Kazakhstan, comme les avions à destination de l'Arménie, de la Serbie ou de la Turquie, sont le théâtre d'un sauve-qui-peut qui pourrait s'intensifier à l'avenir.

Evgeny, lui, avait pris ses précautions. Ce trentenaire originaire de Saint-Pétersbourg a quitté la Russie il y a plusieurs mois avec son épouse et les enfants de celle-ci. « *Je m'inquiétais de l'évolution de la situation et du totalitarisme grandissant du pouvoir. En 2021, j'avais demandé un passeport, au cas où je devrais quitter le pays dans l'urgence* », se souvient ce graphiste.

Plusieurs de ses proches aimeraient les rejoindre en Turquie. « *Mais ce n'est pas facile avec le prix des tickets, les avions complets, et tout le monde ne peut pas travailler à distance. D'autres, comme ma mère, doivent s'occuper de leurs parents âgés.* »

S'ils sont tous contents d'avoir pu s'installer en Turquie, ils considèrent leur présence comme temporaire et espèrent pouvoir bénéficier d'un visa humanitaire pour rejoindre l'Europe. À défaut, d'autres songent à partir en Asie.

L'espoir d'un visa pour l'Europe

Certains pays nordiques et les pays Baltes n'ont pas caché leur hostilité à l'accueil de citoyens russes fuyant la conscription obligatoire.

« Ce n'est pas le rôle de la Lituanie ni des autres États de sauver les citoyens russes de la mobilisation », a ainsi déclaré la première ministre lituanienne, Ingrida Simonyte, estimant qu'ils auraient dû manifester plus tôt et plus ouvertement leur opposition à la guerre ou qu'ils doivent rester dans leurs pays pour, hypothèse peu probable, y renverser leur dirigeant.

« Nous ne sommes pas les seuls à avoir encouragé Poutine par notre passivité, les Européens aussi ont eu peur de lui, comme nous, et l'ont laissé se croire tout permis », se défend Evgeny.

Poursuivant son fragile jeu d'équilibrisme géopolitique, le président turc Recep Tayyip Erdoğan était rentré de sa visite du mois d'août en Russie en annonçant l'intégration de Mir, système russe de paiement par carte bancaire aux grandes banques du pays, afin de simplifier la vie des touristes russes et les échanges commerciaux entre les deux pays.

Mais à la suite d'une nouvelle vague de sanctions américaines, deux grandes banques privées turques ont annoncé qu'elles s'en retireraient. Elles pourraient être suivies par les établissements bancaires publics, inquiets de possibles rétorsions américaines.

« Cela devient compliqué de retirer de l'argent ou d'ouvrir un compte », s'inquiète Evgeny, qui n' imagine pas retourner en Russie, pas plus que les autres exilés qui tentent de noyer leur anxiété dans l'eau turquoise. «

Cette guerre a bouleversé nos vies, mais les véritables victimes sont les Ukrainiens qui sont sous les bombes et qui ne quittent jamais nos pensées », tient à souligner Vera.

[Zafer Sivrikaya](#) - 25 septembre 2022 à 18h09

Source : www.mediapart.fr